

Réorganisation des services de renseignements russes : le retour du KGB?

Autor(en): **Stoeckli, Fritz**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **140 (1995)**

Heft 6-7

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345537>

Nutzungsbedingungen

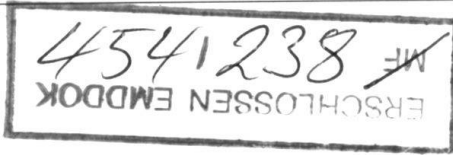
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Réorganisation des services de renseignements russes

Le retour du KGB?

Par le brigadier Fritz Stoeckli*

Dissout après la chute du régime communiste, le KGB renaîtra peut-être de ses cendres sous la forme d'un nouveau service fédéral de sécurité aux compétences élargies. Cette perspective inquiétante résulte d'un projet de loi sur la sécurité de l'Etat approuvé par la «Douma» (le parlement russe) et devant être signé prochainement par Boris Yeltsine. Ce texte aura des conséquences importantes sur la société russe et à l'heure où cet article sera publié, la transformation décrite ci-dessous aura eu lieu.

Le cri d'alarme a été lancé le 18 mars 1995 par les *Izvestiya* de Moscou¹, un journal connu pour ses prises de position courageuses en faveur de la démocratie. Pour l'instant, cette information n'a reçu que peu d'attention à l'Ouest, bien qu'on y soit concerné par la réorganisation des services de renseignements russes, issus pour la plupart du KGB. Selon les auteurs du projet, il s'agit de revitaliser les organes de sécurité et de redonner confiance à leurs membres.

Le projet de loi prévoit la transformation de l'actuel service de contre-espionnage, le FSK, en un service fé-

Principaux organes de sécurité et de renseignement de l'ère soviétique à nos jours

KGB	dissout lors de la restructuration des organes de sécurité en janvier 1992.
GRU	renseignement militaire (inchangé).
MVD	renseignement et troupes du ministère de l'intérieur (inchangé).
GUO	service de sécurité subordonné au Président (créé en décembre 1991).
MBRF	ministère de la Sécurité (1991-93) remplacé par FSK et SVR en décembre 1993.
FSK	service de contre-espionnage.
SVR	service de renseignements étranger.
FAPSI	agence gouvernementale des communications et de l'information.
FSB	service fédéral de sécurité projeté, combinant GUO, FAPSI et FSK; structure et moyens semblables à ceux de l'ex-KGB; recherche également le renseignement à l'étranger.

déral de sécurité, le FSB (Federal'naya Slouzhba Bezopasnosti). Cette nouvelle organisation absorbera le GUO (Glavnoye Upravlenye Okhrany ou Administration principale pour la protection de la Fédération de Russie). Ce dernier, su-

bordonné directement à Boris Yeltsine, avait été créé en décembre 1991, dans le but de doter la présidence d'un organe de sécurité indépendant du KGB et de son successeur, le ministère de la Sécurité de la Fédération de Russie, MBRF.

*L'auteur, ancien commandant de la brigade frontière 2, est membre étranger du Conflict Research Center de l'Académie Militaire Royale de Sandhurst (Grande-Bretagne).

Dirigé par le général Mikhaïl Barsoukov, le GUO comprend 20 000 hommes, spécialistes du renseignement et des communications, ainsi que les forces d'intervention spéciales «Alfa» et «Vypel». Il est également question d'intégrer au FSB l'agence fédérale pour les communications et l'information du Gouvernement (FAPSI), un organe de renseignement important.

En revanche, la garde présidentielle ne sera pas subordonnée au FSB. Comme le relèvent les *Izvestiya*, Boris Yeltsine a retenu les leçons du putsch de 1991, lors duquel Gorbatchev avait été neutralisé par sa garde qui dépendait du KGB.

Bien que le service de renseignements extérieur SVR (Slouzhba Vneshnoi Razvedki) reste indépendant, le FSB assumera également des tâches précises à l'étranger. De plus, il disposera de ses propres détachements de «spetznas» (des troupes spéciales créées par les Soviétiques) et regroupera sous une direction unique des moyens et des pouvoirs rappelant ceux de l'ex-KGB. On assiste ainsi à la tendance inverse de la période 1991-1992, durant laquelle le KGB avait été morcelé, de manière à éviter une concentration de pouvoirs dans une seule organisation. Le chef du FSB sera un général d'armée avec rang de ministre, comme à l'époque soviétique. A l'heure actuelle, on avance le nom du général Barsoukov, plutôt que celui de Ser-

gueï Stepachine, le chef du SFK.

Les autorités russes justifient la création du FSB par l'insécurité générale résultant de l'augmentation inquiétante du crime organisé², des attentats³, de la corruption jusque dans l'armée⁴ et d'autres réels facteurs de déstabilisation. Sur ce point, les autorités et les citoyens russes sont unanimes, la situation devenant intolérable. Selon un sondage d'opinion récent⁵, 46% des Russes seraient très préoccupés par la criminalité dans leur pays. Par contre, de nombreux démocrates, dont les *Izvestiya* et d'autres quotidiens se sont faits l'écho, craignent que des réformes trop profondes au niveau de la sécurité de l'Etat n'entraînent à plus long terme une reprise en main de la société elle-même⁶. Sur ce point, Alexeï Alexandrov, président de la Commission de sécurité de la «Douma», ne laisse aucune illusion aux Russes, en évoquant la possibilité de rétablir l'ordre dans la société par la création du FSB¹. La marge entre l'autoritarisme

et le totalitarisme est étroite, particulièrement dans un pays où la démocratie en est à ses débuts. A l'heure actuelle, les risques de dérapage sont réels et ils doivent être évités à tout prix. La réaction du pouvoir russe face à la crise tchéco-tchène⁷, évoquée dans ces colonnes⁸, illustre clairement ce danger.

Par certains volets de sa mission extérieure, le nouveau service de sécurité peut également inspirer des inquiétudes à l'Ouest. En effet, selon le projet de loi, le FSK sera appelé à engager des agents de manière à «rassembler des informations à l'étranger, dans le but d'élever le potentiel économique, scientifico-technique et défensif du pays».

Il s'agit d'une mission explicite, semblable à celle de l'ancien KFB, annonçant clairement la poursuite de l'espionnage économique, industriel et militaire. Ces activités avaient été réduites après la chute de l'URSS, sans toutefois cesser complètement. Ainsi, le nouveau programme du

Bibliographie

¹A. Platovski, *Izvestiya* 18.3.95

²*Izvestiya* 18-22.10.94

³*Izvestiya* 20.10.94 et 3.3.95

⁴S. Leskov, *Izvestiya* 11.2.95

⁵*Izvestiya* 22.3.95

⁶O. Latsis, *Izvestiya* 4.3.95

⁷O. Latsis, *Izvestiya* 24.1.95

⁸F. Stoeckli, *RMS* 5/95

⁹E. Baranov et al., *Finansovye Izvestiya* 8.12.94

¹⁰B. Konovalov, *Izvestiya* 21.3.95

FSB confirme l'intensification de la recherche du renseignement étranger, signalée par les Occidentaux dès la fin de 1992.

Ces activités reflètent la situation dramatique dans laquelle se trouvent la recherche et le développement technologiques en Russie, depuis l'effondrement du système communiste et l'échec de la libéralisation. De 1990 à 1994, la productivité a baissé de près de 55% en Russie⁹ et une stabilisation est encore incertaine. Les secteurs de pointe, gérés essentiellement par le puissant complexe militaro-industriel,

sont en crise et l'argent manque partout. Ainsi en 1994, les fonds alloués à la science ne représentaient plus que le 0,67% du PNB (soit l'équivalent d'un milliard de dollars), ce qui place la Russie derrière les Indes¹⁰. De plus, en raison de la guerre en Tchétchénie, les grands projets de coopération et d'assistance technique entre l'Union européenne et la Russie ont été gelés par Bruxelles en janvier dernier.

Dans ces conditions, la recherche de nouvelles technologies à l'extérieur, par tous les moyens, devient une nécessité. Il s'agit

par conséquent de mettre en garde l'Ouest, trop enclin à oublier certaines habitudes de la guerre froide. Rappelons cependant que la recherche du renseignement économique et technologique n'est pas limitée à l'ex-URSS et qu'elle se pratique à l'échelle planétaire. Par contre, nous pensons que le «know-how» occidental peut être mis à disposition des pays de l'ex-URSS, selon des modalités clairement définies et profitant à toutes les parties concernées. Cela vaut mieux que de recourir aux procédés dignes de l'ex-KGB.

F. S.

Psychiatrie de guerre

Ambroise Paré a dit: «Je le soignerai, Dieu le guérit.» Permettez à un médecin militaire de parler d'un sujet s'écartant des préoccupations médico-chirurgicales surgissant en temps de paix, dans la routine d'un cours de répétition. Comme la Suisse n'a pas subi d'agression depuis plus de cent cinquante ans, personne ne pourra objecter: «Moi, de mon temps...» Chez nous, la psychiatrie de guerre se vit et se traite par procuration, comme l'ensemble de la médecine de guerre.

– Je reviens de Sarajevo. Si vous saviez ce que j'ai vu! Les gens ont peur.

– Pardon, major, mais qu'avez-vous vécu? Une fois le calme revenu, vous avez visité une ligne de front, discuté d'une pluie d'obus qui s'abattait au loin et d'autres choses qu'on vous a montrées. De retour en Suisse, vous nous avez fait part de votre expérience, précieuse pour nous rappeler que la guerre existe, peu utile pour nous dire comment la vivre.

Les plaies, les bosses, pour qui pratique la médecine de catastrophe ou s'occupe de soins intensifs, doivent être traitées selon des critères établis à force de tâtonnements et d'errements, d'échecs et de réussites. A ma connaissance, la prise en charge psychologique des rescapés de catastrophes n'est qu'embryonnaire. J'évoque ici les catastrophes de «tous les jours»: accidents de circulation, avalanches, inondations, incendies...

Qui répond à cette simple question: pourquoi moi? Pourquoi suis-je en vie, alors que mes proches, mes amis sont morts? Les soins intensifs ne sont pas le lieu pour répondre à cette question! Est-ce que le poste de secours sanitaire, le nid de blessés sont mieux à même de le faire?

Les légendes sont pleines de soldats, de tous les camps, partis au combat en chantant; peu de guerres se sont terminées dans la même atmosphère, la réalité révélant plutôt une indicible souffrance morale.

Pour terminer, une note optimiste. L'émergence de la psychiatrie de guerre tend à prouver qu'on tient de plus en plus compte de l'individu et de sa complexité. En d'autres temps, se retirer à l'arrière sans être blessé ou malade aurait amené le «coupable» devant un tribunal militaire pour «fuite devant l'ennemi». Heureusement, le roue tourne.

Guy Sager, dans *Le soldat oublié*, ne disait-il pas: «Un silence absolu et jamais de conversation sur ce qui me soulagerait de raconter ne sera envisagée.» C'est peut-être cela la psychiatrie de guerre.

Premier-lieutenant Jean-Luc Eberlin